

ROY, Fernande, *Histoire des idéologies au Québec aux XIX^e et XX^e siècles*. Montréal, Boréal, 1993. 127 p.

Ronald Rudin

Volume 48, numéro 2, automne 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305341ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305341ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Rudin, R. (1994). Compte rendu de [ROY, Fernande, *Histoire des idéologies au Québec aux XIX^e et XX^e siècles*. Montréal, Boréal, 1993. 127 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 48(2), 275–277. <https://doi.org/10.7202/305341ar>

ROY, Fernande, *Histoire des idéologies au Québec aux XIX^e et XX^e siècles*. Montréal, Boréal, 1993. 127 p.

En un peu plus de cent pages, Fernande Roy a tenté d'expliquer l'influence des diverses idéologies dans l'histoire du Québec aux dix-neuvième et vingtième siècles. Plus précisément, elle a entrepris de prouver que, règle générale, les Québécois francophones adhéraient au courant de pensée qui a dominé le monde occidental pendant ces deux siècles, c'est-à-dire à une conception du monde qu'elle qualifie, au sens large, de «libérale». De plus, elle croit que ces idées libérales, définies comme l'acceptation du progrès, du capitalisme et du développement économique, n'ont cessé de s'affermir depuis la Conquête: «Les idées libérales sont présentes dans la société québécoise depuis la fin du XVIII^e siècle; elles s'enracinent au fur et à mesure que l'on avance dans le siècle suivant et elles dominent au XX^e siècle.» (p. 115)

Roy n'est pas la première personne à fournir une telle interprétation de l'évolution idéologique du Québec; l'équipe qui a rédigé les deux tomes de l'*Histoire du Québec contemporain* avait également retenu un scénario semblable. Cependant, c'est à l'honneur de Roy d'avoir réussi à présenter sa thèse dans un ouvrage court et bien écrit qui devrait rejoindre un vaste public. De plus, elle a la bonne habitude de reconnaître que certains sujets exigent davantage de recherche avant de pouvoir se prononcer.

Malgré ses qualités et sa franchise, j'ai deux réticences fondamentales au sujet de cette étude. Premièrement, j'ai été agacé par la manière dont Roy choisit ses preuves pour présenter une vision de progrès continu du développement intellectuel du Québec francophone. En définissant le «libéralisme» de façon aussi générale, elle pouvait intégrer un grand nombre de tendances tant qu'elles n'étaient pas hostiles à la notion de «progrès». Roy n'a eu aucune difficulté à trouver des Québécois qui satisfaisaient à ces critères. Néanmoins, je ne suis pas entièrement convaincu par son argument à l'effet que l'influence de ces Québécois aux vues libérales s'accroissait de façon constante. Par exemple, au début du XIX^e siècle, elle affirme que «la petite bourgeoisie patriote s'oppose aux projets de la bourgeoisie marchande non par rejet du capitalisme mais parce que ce ne sont pas les siens ni ceux de la nation» (p. 26). Cette hypothèse est peut-être fondée, mais il nous faudrait des preuves plus solides.

À d'autres occasions, elle surestime le rôle du libéralisme en étudiant les gens qui étaient plus tièdes à son égard. Lorsqu'elle discute du début du vingtième siècle, elle met l'accent sur les principaux hommes d'affaires canadiens-français, mais, étonnamment, ne souffle mot au sujet d'Alphonse Desjardins et des autres fondateurs du mouvement des caisses populaires, sans contredit la plus importante entreprise exploitée par des francophones au XX^e siècle. Desjardins correspond à sa définition du libéralisme, puisqu'il voulait corriger les abus du capitalisme et non retourner aux structures économiques du passé. Néanmoins, en passant systématiquement sous silence des partisans mitigés du libéralisme, Roy trace un portrait trop parfait de la croissance d'une idéologie donnée.

Ce portrait idéalisé est également causé par l'étroitesse du cadre d'analyse, le deuxième défaut de cet ouvrage. Roy semble taire non seulement les gens (comme Desjardins), mais aussi les aspects contextuels qui contrediraient sa thèse. Bien qu'elle ait avoué dès le début qu'elle n'avait pas l'intention de parler en détail des Québécois anglophones (p. 10), elle y fait quand même référence, mais inévitablement dans le rôle de riches hommes d'affaires. Par le fait même, elle a pu négliger le rôle joué par les anglophones dans l'avancement de la pensée «libérale» au Québec. Par exemple, on ne trouve aucune mention de John Neilson, pourtant le bras droit de Papineau jusqu'au milieu des années 1830. Aucune allusion non plus au rôle des anglophones dans la promotion des idées socialistes au Québec, malgré que Roy ait pris la peine de discuter des idéologies de la gauche.

La faiblesse du contexte est apparente lorsque Roy porte son attention hors du Québec. Dans une de ses rares références au Canada anglais, elle fait remarquer que les politiques keynésiennes adoptées pendant la Deuxième Guerre mondiale témoignaient de la fin du «laisser-faire du libéralisme classique» (p. 94), alors que l'intervention de l'État existait au Canada anglais depuis au moins la Première Guerre mondiale. Tout porte à croire que l'adhésion du Canada anglais au «néo-libéralisme», selon les mots de Roy, a été retardée pour que celle du Québec francophone à la même idéologie paraisse moins «tardive» qu'en réalité.

Compte tenu de son intention de présenter un tour d'horizon, Roy aurait eu de la difficulté à discuter en détail de tous les points que j'ai soulevés. Néanmoins, j'ai été surpris de la manière dont les développements à l'intérieur et à l'extérieur du Québec ont été présentés de manière à exclure les preuves qui auraient pu contredire l'image du Québec partageant les mêmes idées libérales que le reste du monde occidental. Cependant, ces réserves ne doivent pas être perçues comme une condamnation de ce livre important qui devrait stimuler des recherches plus approfondies.

*Département d'histoire
Université Concordia*

RONALD RUDIN